

**ARRÊTÉ n° 2026-DCAT-BEPE- 202**  
**du 26 MAI 2026**

**mettant en demeure la société VTB de respecter certaines prescriptions pour ses installations sur le territoire de la commune de Longeville-lès-Saint-Avold en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement**

Le préfet de la Moselle  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le livre V du code de l'environnement, en particulier l'article L.171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 nommant M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 nommant M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié portant régularisation de la situation administrative de la société Valorisation et Transformation du Bois (VTB) à Longeville-lès-Saint-Avold et autorisant l'extension de ses activités de traitement et de valorisation du bois ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024-DCAT-BEPE-96 du 14 mai 2024 complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié, autorisant la société VTB à exploiter une installation de valorisation et de traitement de déchets de bois provenant d'installations classées et de résidus urbains sur le territoire de la commune de Longeville-lès-Saint-Avold ;
- Vu** le rapport du 17 avril 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection de l'environnement ;

**Vu** le courriel du 17 avril 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est transmettant le rapport d'inspection et informant la société VTB de la mise en demeure envisagée à son encontre ;

**Vu** l'absence d'observations formulées par la société VTB dans le délai imparti ;

**Considérant** que l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 12.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié :

« Tous les effluents aqueux doivent être canalisés » ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 23 mars 2026, il a été constaté :

- que certaines bennes de stockage de déchets sont situées sur une zone non imperméabilisée,
- que des poids lourds doivent transiter sur une zone non imperméabilisée pour rejoindre la plateforme imperméabilisée de chargement/déchargement,
- que la plateforme de tri mécanique des déchets ne contient pas d'avaloir avec grille permettant de recueillir les effluents s'écoulant sur cette zone, les abords de la plateforme n'étant pas imperméabilisés ;

**Considérant** de ce fait que les dispositions de l'article 12.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié susvisé ne sont pas respectées puisque l'ensemble des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ne sont pas canalisées ;

**Considérant** que l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 13.3 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié :

« Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être vérifiés périodiquement (au moins une fois par jour) ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées » ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 23 mars 2026, il a été constaté que le contrôle des niveaux de polluants de deux séparateurs à hydrocarbures équipés d'une jauge visuelle est effectué une fois par semaine et que l'exploitant ne dispose pas d'un registre de suivi permettant de suivre ces contrôles ;

**Considérant** par conséquent que les dispositions de l'article 13.3 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 4 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2024-DCAT-BEPE-96 du 30 janvier 2002 modifié, relatif à la fréquence de surveillance des paramètres mesurés pour les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 23 mars 2026, il a été constaté que les fréquences de suivi de l'ensemble des paramètres, à l'exception des MES et de la DCO, ne sont pas respectées ;

**Considérant** par conséquent que les dispositions de l'article 4 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2024-DCAT-BEPE-96 du 30 janvier 2002 modifié ne sont pas respectées ;

**Considérant** que l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 19 (partiel) de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé :

« Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...] » ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 23 mars 2026, il a été constaté que les prélèvements sont réalisés à partir d'un échantillon ponctuel ;

**Considérant** par conséquent que les dispositions de l'article 19 (partiel) de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 15.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 modifié :

« Les eaux pluviales des surfaces imperméabilisées [...] seront collectées, transiteront dans un séparateur d'hydrocarbures et seront traités si nécessaire de manière à ce que la teneur en polluant de ces effluents soit inférieure, avant toute dilution, aux valeurs suivantes [...] » ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 23 mars 2026, il a été constaté que le point de prélèvement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées de la zone de stationnement des véhicules légers et des poids lourds s'effectue après dilution avec les eaux usées sanitaires et que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement sur la plateforme de chargement et déchargement et sur la plateforme de tri mécanique ne sont pas analysées avant rejet au milieu naturel ;

**Considérant** par conséquent que les dispositions de l'article 15.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que ces manquements sont de nature à créer des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** l'article L.171-8 du code de l'environnement qui dispose que « indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

La société VTB, dont le siège social est situé route de Faulquemont – 57740 Longeville-lès-Saint-Avold, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Longeville-lès-Saint-Avold :

- dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'article 12.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié :  
« Tous les effluents aqueux doivent être canalisés » ;
- dans un délai **d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté l'article 13.3 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié :  
« Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être vérifiés périodiquement (au moins une fois par jour) ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées » ;
- dans un délai **d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'article 4 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2024-DCAT-BEPE-96 du 30 janvier 2002 modifié :  
« Le tableau de l'article 15.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 est remplacé par le tableau suivant :



Paramètres	Fréquence de surveillance et de transmission
Matières en suspension (MES)	Mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO)	Mensuelle
DBO5	Semestrielle
Hydrocarbures totaux	Semestrielle
Indices phénols	Semestrielle
Chrome hexavalent	Semestrielle
Cyanures	Semestrielle
AOX	Semestrielle
Arsenic et composés	Semestrielle

[...] » ;

- dans un délai **d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'article 15.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 modifié :  
« Les eaux pluviales des surfaces imperméabilisées [...] seront collectées, transiteront dans un séparateur d'hydrocarbures et seront traités si nécessaire de manière à ce que la teneur en polluant de ces effluents soit inférieure, avant toute dilution, aux valeurs suivantes [...] ».

#### **Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 3 :**

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach – Boulay-Moselle) pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 4 :**

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

#### **Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société VTB et dont copie est adressée, pour information au maire de Longeville-lès-Saint-Avold et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Jérôme Seguy  
4/4